

LE VILLAGE DES INITIATIVES

FSE

18 & 19 MARS
2019
CENTQUATRE
PARIS

REGARDS

Deux journées de rencontres
pour « fabriquer » ensemble
les réponses aux défis de l'inclusion
sociale et professionnelle au travers
du FSE



ARTICLES | TROPHÉES FSE | PAROLES DE PARTICIPANTS | PORTFOLIO



Édito

Muriel Pénicaud
MINISTRE DU TRAVAIL

La participation de près de 1 200 personnes à l'événement du Village des initiatives FSE traduit un fort engagement pour faire vivre le bel outil qu'est le Fond Social Européen (FSE). L'investissement social est au cœur de la politique française et européenne en faveur d'une croissance véritablement inclusive. C'est l'ambition du Gouvernement et des réformes déjà engagées : en investissant dans les compétences et dans un meilleur accompagnement des personnes les plus fragiles, nous donnons à chacun une meilleure protection contre le chômage, mais aussi la liberté de choisir son avenir professionnel.

On compte aujourd'hui déjà plus de 3 millions de bénéficiaires FSE sur des dispositifs et actions pour les jeunes, le soutien aux personnes les plus éloignées du marché du travail, la formation des salariés et des demandeurs d'emploi, le soutien à la création d'entreprise... La Commission européenne vient, dans son

L'investissement social est au cœur de la politique française et européenne en faveur d'une croissance véritablement inclusive.

rapport-pays, de saluer les progrès accomplis : en France la situation de l'emploi et le fonctionnement du marché du travail commencent à s'améliorer mais nous avons encore beaucoup de travail. Il est donc nécessaire de renforcer la complémentarité entre le FSE et le FSE+ d'une part, et les différentes sources de financement françaises d'autre part.

Compte tenu de l'ampleur de la tâche, nous avons besoin de travailler – État, Régions, Départements, professionnels de terrain, associations – en bonne intelligence, avec une claire distribution des responsabilités de chacun et dans le cadre d'une stratégie commune. Il est clair que le FSE doit aider à relever les défis du développement économique et de l'inclusion. Pas seulement parce qu'il nous apporte une enveloppe financière, mais parce qu'il nous invite à renforcer la cohérence de nos politiques publiques, à mieux coordonner les acteurs, à mobiliser les énergies au service de l'innovation et à transformer les politiques publiques pour une efficacité accrue. Dans cette perspective, j'invite tous les acteurs des politiques de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'inclusion à participer aux concertations menées tant dans les territoires qu'au niveau national.

LE MINISTÈRE DU TRAVAIL A MIS EN PLACE UNE PAGE DÉDIÉE

www.fse.gouv.fr/concertationfseplus

ET UNE ADRESSE DE MESSAGERIE POUR RECUEILLIR VOS CONTRIBUTIONS :

concertationfseplus@emploi.gouv.fr

Sommaire



LE « CENTQUATRE » ÉTAIT AMÉNAGÉ EN DIFFÉRENTES « FABRIQUES »

LA FABRIQUE DES IDÉES

Pour débattre et exprimer différents points de vue sur les enjeux du FSE au travers d'un format table-ronde.

LES FABRIQUES DES PROJETS

Dédiées aux témoignages sur des projets à travers la parole de ceux qui incarnent la réalité du FSE.

LA FABRIQUE DES SAVOIR-FAIRE

Dédiée à la mise en perspective de nos savoir-faire en les confrontant aux transformations en cours pour identifier des défis à relever.

LA FABRIQUE DES RENCONTRES

Espaces pour les acteurs du FSE qui souhaitent coproduire des réflexions sur des thèmes qui, s'ils étaient en lien avec le Village, ne permettaient pas d'être développés dans d'autres Fabriques.

ARTICLE 1

[Accompagner les publics exclus du marché du travail vers l'autonomie et l'emploi : nouveaux besoins, nouvelles réponses](#)

6

ARTICLE 2

[Numérique : bouleversements et opportunités à tous les niveaux](#)

12

ARTICLE 3

[Répondre aux besoins de recrutement des employeurs : l'adaptation et la transformation des pratiques des opérateurs](#)

18

LES TROPHÉES FSE

2019

24

PAROLES DE PARTICIPANTS

[Le Village des initiatives FSE, un incubateur d'idées pour enrichir le FSE+](#)

30

CONCLUSION

[Final, retour en humour sur les deux journées d'échange](#)

34

PORTFOLIO

2019

40

Les articles de cette publication ont été rédigés à partir des regards partagés lors des différentes Fabriques du Village des initiatives FSE 2019. Sans prétendre à l'exhaustivité, ils sont le reflet des réflexions, témoignages et expériences vécues des participants au Village.



ACCOMPAGNER LES PUBLICS EXCLUS DU MARCHÉ DU TRAVAIL VERS L'AUTONOMIE ET L'EMPLOI : NOUVEAUX BESOINS, NOUVELLES RÉPONSES

Au cours des rencontres organisées pendant le Village, les intervenants et le public ont échangé sur ce qui, au cœur de la stratégie et des engagements du FSE, permettrait d'enclencher une sortie durable de la pauvreté. L'accompagnement des publics dits « exclus du marché du travail » doit les mener vers l'autonomie et l'emploi. Comment les acteurs tentent-ils, sur le terrain, de relever ce défi ?

PERSONNES EN SITUATION DE PAUVRETÉ, DE QUI PARLONS-NOUS ?

Ce public revêt un caractère pluriel, avec de récentes évolutions.

- Depuis le début du XXI^e siècle, le phénomène de pauvreté monétaire* a augmenté et concerne actuellement 8,8 millions de personnes, soit 14 % de la population.
- De nouveaux visages composent la pauvreté du XXI^e siècle. Elle est caractérisée par le rajeunissement et l'urbanisation de la pauvreté, marquée notamment par le retour de l'« enfant pauvre ».

Parmi les nouvelles figures de la pauvreté, les familles sont apparues et, en particulier, les « familles monoparentales » (35 % d'entre elles), les « jeunes » (17 % des 15-29 ans) avec notamment 1,9 m de jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET), et enfin, les « étrangers » (38 % d'entre eux). Les « personnes âgées » toujours présentes, sont toutefois moins exposées.

Un phénomène nouveau voit le jour avec l'émergence des « travailleurs pauvres** ».

*Pauvreté monétaire = revenu < 60 % du revenu médian (Eurostat)
** Étude de Bénédicte Jacquey Vazquez L'accompagnement social (IGAS, déc 2018)

ACCOMPAGNEMENT PRÉCOCE, RETOUR DE LA CONFIANCE ET COCONSTRUCTION POUR CAPTER CES PUBLICS

Les freins périphériques à l'emploi sont récurrents et nombreux : hébergement, mobilité, santé, accompagnement au numérique, mode de garde, etc. Néanmoins, chaque situation est unique et personnelle. Elle nécessite une co-construction propre à chaque destin, et non une relation descendante.

Pour permettre à ces publics d'accéder à l'emploi et de sortir de la pauvreté, des besoins prévalent :

- la précocité de la prise en charge, notamment par la prévention du décrochage scolaire ;
- plus globalement, un enjeu d'accompagnement social.

Les communautés sociales d'affiliation (travail, famille, syndicat) pré-établies se dérobent. Or se sentir relié à un groupe, à une identité, permet de mieux se remobiliser et de se projeter dans l'avenir.

Ce postulat est le point de départ pour lever les freins périphériques à l'emploi. Néanmoins, l'accompagnement psycho-relational des opérateurs est mal outillé et mérite d'être étudié et repensé.

La question à résoudre est comment assurer à grande échelle une offre d'accompagnement de qualité « sur mesure », intégrant de nombreuses exigences ?



Table ronde. Animateur : Jean Dutoya, Amnyos. Intervenants : Hélène Bejui, Groupe SOS. François Gautier, direction générale à la cohésion sociale (DGCS). Marianna Georgallis, policy Officer, Commission européenne. Bénédicte Jacquy-Vazquez, Inspection générale des affaires sociales. Sophie Roche, projet Convergence, Emmaüs Défi.

FACILITATION ET PARTENARIATS, LES CLÉS POUR IDENTIFIER ET ACCOMPAGNER CES PUBLICS DIFFICILES À MOBILISER

Complexité administrative, d'utilisation des outils ou de lisibilité des aides, multiplicité des acteurs et cloisonnement. Bien que de nombreuses mesures existent, l'accès aux droits sociaux n'est pas une évidence pour tous ces bénéficiaires.

- Les organes institutionnels se mobilisent pour faciliter l'accès à l'information sur les prestations sociales. Par exemple, en privilégiant un maillage dense des territoires avec le 1^{er} accueil social inconditionnel de proximité, ou en développant le « Rendez-vous des droits élargis » par la CAF. Dans le même but, les simulateurs de droits sont développés.

Par ailleurs, un 2^e volet, celui de l'accompagnement social est indissociable de l'accès à l'information. Développement des outils numériques et accompagnement social doivent évoluer de pair. Leur complémentarité est un axe de travail à poursuivre. La lutte contre la complexité et la défiance administrative en est une illustration, ce sont des sujets au sommaire du projet de revenu universel d'activité, porté actuellement par le gouvernement.

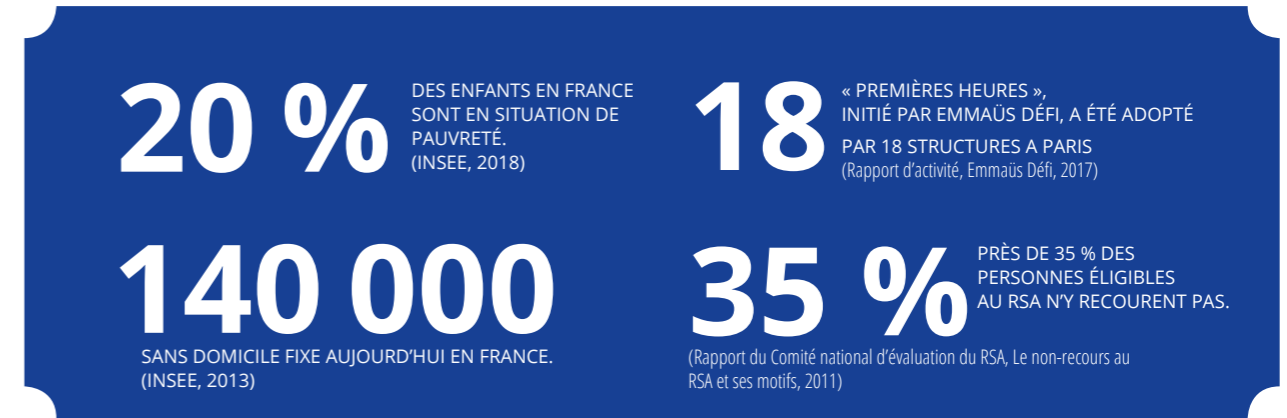
Un des enjeux est de réussir à construire une organisation collective permettant de rassembler les différentes compétences nécessaires à une prise en charge globale des publics (décloisonner emploi et social et au-delà : sanitaire, mobilité, logement, numérique...), en associant spécifiquement :

- la société civile, en donnant un espace aux bonnes volontés locales ;
- les employeurs, sans différer à la fin de parcours leur implication.

LA TRANSFORMATION DIGITALE, UN FREIN MAJEUR QUI S'ACCENTUE AUPRÈS DES PUBLICS EN DIFFICULTÉ

Demain, le numérique sera le point focal d'accès à tous les droits sociaux. Se met en place un système d'accès aux droits dématérialisés, permettant au plus grand nombre de suivre des parcours plus intégrés, centrés sur la personne, avec un suivi tout au long de leur vie.

- Néanmoins, aujourd'hui, un quart de la population en France est en fragilité numérique, les personnes en difficultés socio-économiques étant les plus exposées.
- L'exclusion numérique concerne tous types de profils, des plus jeunes aux plus âgés.



« 2022, le mur du son, l'ensemble des démarches administratives seront dématérialisées, prenons garde à ne pas accentuer l'exclusion numérique. »

Médiation et urgence, les défis pour être à la hauteur des enjeux d'insertion !
La France est en retard sur la médiation par rapport au rythme rapide de la dématérialisation. Conséquences, les usagers doivent fréquemment pallier seuls à leurs difficultés.

Les défis :

- L'intermédiation et la complémentarité des dispositifs physiques et numériques, aussi bien pour les personnes âgées que pour la jeunesse, sont au cœur des préoccupations.
- Une course contre la montre s'est engagée pour construire un écosystème d'acteurs coordonné avec l'administration et doté de dispositifs innovants à imaginer, avec le soutien de la Commission européenne, des collectivités et des acteurs privés.

L'enjeu est de remettre l'écoute au cœur de l'action, pour répondre aux attentes et besoins des personnes en situation de pauvreté.



Fabrique de savoir-faire

ESSAIMER LES BONNES PRATIQUES, UN ENJEU POUR L'AVENIR DU FSE

Accompagner durablement les publics en difficulté, c'est pouvoir agir simultanément sur plusieurs leviers en s'inspirant des actions ayant fait leurs preuves et amener les professionnels à adopter de nouvelles méthodes d'accompagnement.

- Faciliter les soutiens financiers
- Pour essayer, les expérimentations qui ont fait leur preuve (à travers leur résultat et leur impact social) ont besoin d'un soutien financier : les intervenants ont alors relevé la nécessité pour le FSE d'adapter son fonctionnement (taux de contrepartie, dégressivité, voire avance remboursable conditionnée aux résultats) pour permettre la généralisation des bonnes pratiques.
- Faire évoluer les compétences des travailleurs sociaux vers de nouvelles méthodes d'accompagnement. Plus que des compétences de diagnostic, d'orientation ou d'instruction d'une demande, il est nécessaire d'avoir la faculté d'activer les ressources de la personne. Ce constat a récemment imposé, en formation initiale, le renforcement de techniques collectives d'accompagnement et d'intégration des personnes

Via le plan d'action et de formation du travail social, de nouvelles pratiques inspirantes sont réintégrées

dans la formation continue telle que la prise en main du dispositif du référent de parcours. Cible : 700 000 travailleurs sociaux.

- Réussir l'essaimage des bonnes pratiques, un travail méthodique centré sur les publics cibles.

Les porteurs de projets et les partenaires sont souvent mal préparés aux impératifs du FSE : actions, méthodes et dépenses à justifier, bilans et comptes rendus... C'est un véritable enjeu collectif et individuel et il est possible de s'approprier les règles de gestion du FSE pour continuer à proposer des réponses et des dispositifs souples, personnalisés et peu ou faiblement institutionnels, afin d'accompagner les publics qui en ont besoin.

Fabrique des projets. Animateur : Bernard Bensoussan, Voix Publiques. Intervenants : Saïd Boudalia, CAARUD Kaléidoscope. Maelle Gillot, Mission locale du pays de Cornouaille. Lucie Lahellec, Paris Habitat. Julien Tessier, Ligue de l'enseignement. Cécile Valla, Fondation d'Auteuil.



L'ACCOMPAGNEMENT PAR LA PROGRESSIVITÉ DE L'EMPLOI

TAPAJ (TRAVAIL ALTERNATIF PAYÉ À LA JOURNÉE)

Dispositif d'insertion spécifique permettant aux jeunes en errance d'être rémunérés en fin de journée, pour une activité professionnelle qui ne nécessite pas de qualification ou d'expérience professionnelle particulière et ne les engage pas sur la durée. TAPAJ apporte une réponse adaptée aux jeunes que leurs problématiques sociales, éducatives et sanitaires tiennent éloignés des dispositifs de droit commun. www.tapaj.org ///

EMMAÛS DÉFI, « PREMIÈRES HEURES »

Dispositif spécifique permettant aux grands exclus de reprendre une activité professionnelle selon un rythme progressif : 4 heures par semaine, puis 8 heures, 12 heures... jusqu'au Contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) de 26 heures hebdomadaires. <http://emmaus-defi.org/> ///

UNE NOUVELLE APPROCHE COLLECTIVE AU SEIN DES CONSEILS DÉPARTEMENTAUX

L'expérimentation du référent de parcours : une approche sociale qui permet de lever de nombreux freins et de construire avec la personne accompagnée un projet de vie, en décloisonnant les différentes interventions tout en les concentrant sur un référent unique de parcours. Pour certains Départements, il s'agit d'essayer cette pratique dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté. ///

LA PRISE EN CHARGE PRÉCOCE, POUR ÉVITER LE DÉCROCHAGE ET UN ACCOMPAGNEMENT FLEXIBLE ET INDIVIDUALISÉ, COMME UN MODÈLE DE RÉUSSITE

Il s'agit de mettre en place des actions autour de 3 enjeux clés : régler les freins périphériques à l'emploi, favoriser les conditions de l'employabilité et collaborer avec les employeurs pour créer un lien durable entre les personnes et le marché du travail. Les participants ont témoigné de l'enjeu de travailler avec l'ensemble de l'écosystème. ///



Fabrique des idées. Animateur : Philippe Archias, CHRONOS. Intervenants : Marième Diagne, France Stratégie, Guy Loudiere, Fédération des services à la personne et de proximité (FEDESAP), Caroline Mini, Fabrique de l'industrie, Nadia Rahou, Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact).

NUMÉRIQUE : BOULEVERSEMENTS ET OPPORTUNITÉS À TOUS LES NIVEAUX

Le numérique n'est plus un sujet de prospective. Il n'est plus une promesse à attendre. Il n'est pas une mode qui passera. Le numérique est une réalité impactante que nul ne peut ignorer. Porteur de nouveautés - nouveaux gestes, nouveaux outils de production et de reporting, nouvelles compétences, nouvelles organisations, nouveaux modes de management, nouvelles façons de recruter, de se former, de trouver un emploi -, il entraîne dans sa suite une myriade de transformations incontournables qui sont loin d'être des gadgets. Si le numérique bouleverse l'organisation du travail et les métiers traditionnels, il bouleverse aussi l'accès à la formation et la façon d'accompagner vers l'emploi. Tous les secteurs, tous les métiers, tous les niveaux hiérarchiques sont concernés, des cadres hautement qualifiés aux premiers niveaux de qualification. Cette mesure prise, comment s'emparer du sujet ? Comment sortir du sentiment de menace que le numérique peut faire émerger ? Comment en faire une opportunité utile et bénéfique au plus grand nombre, des chercheurs d'emplois aux accompagnateurs ?

CE QU'APPORTE LE NUMÉRIQUE

Parce qu'il recouvre de multiples réalités, le numérique peut encore susciter de vives inquiétudes quant à ce qu'il engendre. Destruction d'emplois, déshumanisation, robotisation etc. Pourtant, les gains de productivité qu'il permet s'avèrent souvent créateurs d'emplois. Les pays les plus robotisés, tels que les États-Unis, la Chine ou l'Allemagne, sont aussi ceux qui présentent les plus faibles taux de chômage. Si le lien reste difficile à établir entre robotisation par le numérique et destruction d'emplois, un constat semble néanmoins partagé : le numérique représente une opportunité de changer, en mieux. Caroline Mini, de la Fabrique de l'Industrie, explique ainsi comment le numérique permet de rester compétitif, en développant des produits plus innovants, qui répondent aux besoins sur mesure des clients - des semelles adaptées aux pieds, par exemple. Dans les métiers où la relation personnelle est très prégnante, tels les services à la personne, le numérique a ouvert des opportunités. Audrey Perrocheau de Pôle emploi, explique ainsi : « Grâce au numérique, la relation de service ne s'interrompt pas lorsque le présentiel s'arrête. Elle permet un continuum grâce aux outils de supervision à distance par exemple. » Un constat partagé par Guy Loudiere, Fédération des services à la personne et de proximité (FEDESAP) :

« Dans le domaine des services à la personne, des start-up apparaissent, avec une nouvelle organisation du travail, davantage en binôme, de façon plus communautaire. Les nouveaux outils numériques permettent de mettre fin à l'isolement qui est le talon d'Achille des métiers des services à la personne. » Des innovations utiles aux collaborateurs mais aussi aux bénéficiaires précise Guy, Loudiere : « Les objets connectés, tel le crayon connecté, permettent de maintenir le lien avec les familles en transmettant les informations sur l'état de santé des personnes, du carnet jusqu'à l'adresse IP. Finalement, le numérique est utile à tous. » Lier le numérique et le sociétal n'est pas un rêve. Grâce à l'intelligence artificielle, des personnes âgées peuvent rester à leur domicile, en bénéficiant d'une surveillance de nuit sans présence humaine permanente. « Dans le sud de la France, un modèle de télégestion mobile et de révision des plannings est testé. Il permet de coter les interventions en fonction de leur pénibilité et de répartir la charge de travail et les plannings en conséquence. » témoigne Nadia Rahou, Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact). Ou quand le numérique sert la santé et la qualité de vie au travail. Dans l'industrie aussi, le numérique permet de s'affranchir de certaines tâches pénibles, répétitives, voire dangereuses. « Il rend ainsi les personnes disponibles pour des tâches plus qualifiées. » explique Caroline Mini. On parle ici de « Cobot », des « collaborativ robot »



Fabrique des projets. Animateur : Laurent Barelier, CHRONOS. Intervenants : Frédéric Bardeau, Simplon.co. Gérald Elbaze, APTIC. Hervé Fernandez, Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI). Maud Sarda, Label Emmaüs.

qui soutiennent les employés et, *in fine*, favorisent bien souvent une hausse de leurs qualifications. Dans le secteur des services à la personne, Nadia Rahou observe le même phénomène de reclassification grâce au numérique : « La représentation sociale de la femme de ménage reste difficile et on entend encore parler de « néo-domesticité ». Dans ce contexte, l'outil numérique vient valoriser le travail et apporte une reconnaissance supplémentaire. » Un enjeu social auquel le numérique répond, en plus des atouts qui semblent faire consensus : mise en relation des acteurs facilitée, communication plus fluide, moins de papier, transmission d'informations.

LES DÉFIS AU-DELÀ DE L'OUTIL

Plus qu'un outil technologique, le numérique est une transformation qui soulève des enjeux et défis restant plus que jamais à relever. Meilleures planification et communication certes, mais aussi intensification du travail voire exclusion... Le numérique génère une ambivalence des effets. Pour Guy Loudiere, si les fortes inquiétudes doivent être entendues, il convient de relativiser : « L'adaptation des personnes au numérique, même sans diplôme, est très rapide. Le numérique n'exclut pas, il valorise. Il rajeunit même l'âge moyen dans les services à la personne. » Au centre du débat s'impose en conséquence un sujet clé : l'accompagnement.

Selon les secteurs, les entreprises, les personnes et les niveaux de qualification, l'accompagnement se montre fatalement variable. Audrey de Pôle emploi note cependant que « les TPE et PME sont sans doute les structures qui nécessitent le plus d'accompagnement. » Pour suivre le rythme du numérique, les réponses formatives doivent faire preuve d'une agilité sans pareil : « Sans sabrer l'ingénierie de formation, il faut cependant aller très vite pour éviter le décalage technologique. » Un constat partagé par Marième Diagne, France Stratégie, qui regrette : « Le séquençage des formations ne prend pas en compte la rapidité d'évolution des technologies. Certaines sont obsolètes au moment où la formation commence ! »

Qu'entend-on vraiment par « se former au numérique » ? De nouveaux gestes apparaissent : « Le secteur de la valorisation des déchets regroupe beaucoup de reconversions professionnelles et propose des métiers très peu qualifiés. L'impact du numérique y est fort. Il faut accompagner la technologisation des métiers, la sophistication du matériel et par là-même, l'augmentation des compétences des salariés. » explique Marième de France Stratégie. Dans le secteur de l'industrie, au-delà des gestes, l'intégration de robots nécessite de repenser les process et les ressources associées. En la matière, les entreprises doivent être accompagnées explique Caroline : « Le numérique valorise deux types de compétences : celles, techniques, très pointues, et celles,

transversales qui relèvent plus des « soft skills ». Capacité à alerter, transmettre des consignes, maîtrise de l'écrit pour programmer, planifier, maîtrise de l'anglais dans des environnements multi-culturels, savoir-être, polyvalence, capacité d'adaptation et d'apprentissage permanent. » Dans de tels contextes, des risques existent qui ne relèvent pas uniquement de la déshumanisation. Nadia, Rahou, explique ainsi : « Le numérique induit de passer de l'oralité à l'écrit. Cela peut poser problème pour certaines personnes en situation d'illettrisme. » Pierre le Dauphin, projet Reconnect, alerte lui aussi sur le risque d'illectronisme, une forme d'illettrisme spécifique qui concerne l'absence de connaissances nécessaires à l'utilisation des ressources numériques : « Le numérique étant intuitif, il se passe de mots. Or, sans mots, il n'y a pas de transmission. L'enjeu est de former à l'usage, via des ateliers numériques, des gamifications, pour apprendre à faire soi-même sans que l'accompagnateur fasse pour soi. »

Pour Frédéric Bardeau, directeur de Simplon, une école du numérique qui a formé plus de 2 000 apprenants au numérique depuis 2013, « le numérique demande un ensemble de compétences qui doivent s'actualiser plus rapidement – il s'agit de développer des méta-compétences, notamment celle d'apprendre à apprendre. » Des points de vigilance doivent être pris

en compte. Par exemple, au moment de la conception des dispositifs numériques (outils, plateformes, interfaces), les contenus et fonctionnalités doivent être adaptés aux plus fragiles. C'est le cas des chèques APTIC qui peuvent être utilisés sans disposer de compétences particulières : « Le chèque APTIC permet de se former au numérique dans des associations/organismes labellisés. Il ne demande pas de compétences préalables pour être utilisé. Conçu sur le modèle des titres-restaurants ou encore du chèque cadeau, il s'appuie sur un code culturel positif qui valorise le bénéficiaire » explique Gérald Elbaze, d'#APTIC. Tout un travail de sensibilisation doit ainsi être mené auprès des concepteurs de dispositifs numériques afin que le numérique ne soit effectivement pas un frein à l'insertion mais en devienne même un levier. Hervé Fernandez, directeur de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme, un groupement d'intérêt public qui agit dans le but de fédérer les acteurs publics, privés, ainsi que la société civile en matière de lutte contre l'illettrisme, y croit : « Le numérique constitue une opportunité fantastique en termes de formation, y compris pour des publics illettrés : il peut proposer des modalités formatives moins stigmatisantes, plus ludiques. »



Fabrique des savoir-faire. Intervenants : Baptiste N'tsama, Direction interministérielle de la transformation publique

L'INDISPENSABLE ACCOMPAGNEMENT

Bien au-delà de la technologie, le numérique s'impose comme un sujet sociologique et organisationnel de fond. En percutant l'organisation du travail, il opère une transformation des deux côtés de la chaîne de l'emploi, engageant ainsi interrogations et bouleversements chez les accompagnateurs du monde de la formation et de l'emploi. Pour ces acteurs de l'insertion, il pose une question : comment accompagner ? Et, par ricochet : comment accompagner les accompagnateurs ?

L'apprentissage du numérique, ou des métiers du numérique, demande un accompagnement spécifique. Il nécessite de travailler sur des méta-compétences (l'autonomie, la capacité à apprendre), de mettre les apprenants en position ponctuelle de formateurs, de former des équipes mixtes en termes de compétences et, enfin de renforcer l'encadrement humain par rapport à une école / une entreprise « classique ». Avec le site d'e-commerce solidaire, « Label Emmaüs », que dirige Maud Sarda, un exemple concret permet de démontrer que les initiatives issues du champ de l'économie sociale et solidaire constituent des alternatives crédibles à des plateformes classiques : « *Le numérique demande beaucoup d'autonomie et de polyvalence : ça peut être à la fois une difficulté et un challenge pour*

des personnes éloignées de l'emploi. Mais beaucoup d'entre elles apprécient la marge de créativité qui leur est laissée. Nous avons des résultats impressionnants en termes de satisfaction client (9/10 clients recommandent). Notre objectif aujourd'hui est de concurrencer des sites d'e-commerce classiques, en proposant des modalités de fonctionnement différentes ».

Désormais, la maîtrise du numérique conditionne l'accès à l'emploi. Le défi est d'accompagner les bénéficiaires et pour cela, de faire monter en compétences les services publics. Pour Julien, du projet des centres sociaux connectés, « *il faut transformer tous les métiers de tous les collaborateurs des centres sociaux.* » De formateurs, ils doivent passer à accompagnateurs pour ne pas faire à la place de, mais apprendre à. Avant même de former les personnes au numérique, les acteurs témoignent de leurs difficultés à ne pas voir le numérique comme une menace à leur métier. Les habitudes de travail doivent changer. Si certains redoutent de perdre leur plus-value (disparition des interactions humaines), d'autres voient un rajout administratif. D'autres encore en viennent à regretter leur papier-crayon, face à des outils encore inadaptés à une offre morcelée qui complique le suivi des parcours. Certains acteurs de l'insertion témoignent ainsi : « *Il nous manque un outil simple, interopérable et interfacé. Il y a encore trop de complexité.* »

Bouleversant numérique ! Face aux différents risques et inquiétudes que le sujet cristallise, chacun semble néanmoins déceler les opportunités qui ne pourront être révélées que par des moyens et accompagnements spécifiques. Pour Marième, de France Stratégie, deux mots-clés sont à retenir : « La **communication**, pour expliquer que le numérique doit aider et compléter, pas remplacer. Et l'**anticipation**, pour donner accès à la formation et évoluer au bon moment. »



POUR QUE LE NUMÉRIQUE NE SOIT PAS UN VECTEUR D'EXCLUSION

PIERRE LE DAUPHIN ET LE PROJET « RECONNECT »

« Dans les centres sociaux, les personnes ont très souvent perdu tous leurs papiers. C'est en observant cela qu'est née l'idée du cloud solidaire, un coffre-fort numérique détenant ces documents administratifs de façon sécurisée. Une façon de lutter contre le non-recours aux droits lorsque l'on sait que sans document, aucune aide n'est possible. » *///*

FLORIAN SOUDAIN ET JULIEN DUBOIS ET LE PROJET DES CENTRES SOCIAUX CONNECTÉS

« Pour faire face à la problématique de l'e-administration, il ne faut pas que des outils, il faut de l'accompagnement à l'utilisation des outils. Nous menons des projets d'ateliers collaboratifs avec les habitants, les administrateurs des centres sociaux et les usagers. Une vingtaine de prototypes de bornes numériques en libre accès créés avec les habitants ont ainsi vu le jour. » *///*

WE TECH CARE AVEC EMMAÛS CONNECT

« Si le numérique est devenu incontournable, il exclut de façon plus ou moins forte une frange de la population (40 %) qui ne peut pas bénéficier de tous les services en ligne. Emmaüs Connect est né de ce constat. Aujourd'hui, dix points d'accompagnement en France offrent un accès à une connexion à des tarifs solidaires ainsi qu'un accompagnement à l'usage. De ce principe a découlé la création de We Tech Care qui a pour mission de mettre en place des actions d'inclusion numérique sur les territoires en accompagnant en direct les acteurs, de la stratégie à la mise en œuvre opérationnelle et en mettant en place des plateformes en ligne telles que Clicnjob. » *///*

UNE BOÎTE À OUTILS GRATUITE DE DESIGN DE SERVICES

Pour co-construire avec les bénéficiaires usagers sur <http://comment-faire.modernisation.gouv.fr> *///*

RÉPONDRE AUX BESOINS DE RECRUTEMENT DES EMPLOYEURS : L'ADAPTATION ET LA TRANSFORMATION DES PRATIQUES DES OPÉRATEURS

Sur certains territoires, des offres d'emploi restent vacantes tandis que des demandeurs sont exclus de façon durable du marché du travail. Ce paradoxe est-il lié au manque de compétences des candidats, aux contraintes des employeurs, à la nature même de la politique de l'emploi ? Dans ce système tripartite - demandeurs, employeurs, intermédiaires de l'emploi ou de l'insertion - la nature de l'accompagnement de chaque acteur se pose. Comment les opérateurs de l'insertion et de l'emploi agissent-ils et comment collaborent-ils avec les employeurs sur les territoires ?

LA POLITIQUE DE L'EMPLOI, UN ENJEU POUR LES EMPLOYEURS

Près de trois quart des entreprises en France n'ont pas de service RH dédié au recrutement ; la grande majorité d'entre elles n'ont pas de procédure de recrutement définie, ni même la capacité d'anticiper le recrutement. À cela s'ajoutent pour les petites entreprises de réelles difficultés RH pour penser leur organisation du travail (intégration et process) car souvent le chef d'entreprise est déjà sur tous les fronts. Ces employeurs représentent toutefois un véritable vivier d'emploi. Un des nouveaux enjeux de la politique d'emploi porte dorénavant sur l'employeurabilité, à savoir la capacité d'une entreprise à être employeur.



Fabrique des idées. Animateur : Nicolas Farvaque, cabinet ORSEU. Intervenants : Fabien De Castilla, Groupe ARES / Ares Lab. Alexandra Duhamel, Fédération des acteurs de la solidarité, Olivier Foschia, TRANSFER, Anne Fretel, chercheuse au Clersé et associée à l'IRES (CNRS), Louis Vervloet, Agence flamande du Fonds social européen (Belgique)

OPÉRATEURS INTERMÉDIAIRES DE L'EMPLOI, AU CŒUR DU SYSTÈME D'ACCOMPAGNEMENT

Pour déployer la politique de l'emploi, le champ des pratiques s'avère très large. Les postures d'accompagnement des opérateurs intermédiaires se résument à deux tendances :

- l'intermédiation : à partir d'une information prédéfinie (offre d'emploi) et d'un signalement amélioré (contenu du CV), le conseiller met en correspondance les deux parties. Ce travail pourrait, à l'extrême, être réalisé par un logiciel de matching ;

- la médiation : le conseiller accompagne deux personnes qu'il met en contact en appréhendant, d'une part, les qualités et les capacités du candidat en situation de travail et en analysant d'autre part, les besoins et problématiques RH de l'entreprise, en allant parfois jusqu'à faire évoluer ses méthodes de recrutement et d'intégration.

UNE NOUVELLE CONCEPTION DE L'ACCOMPAGNEMENT

En pratique, côté demandeur, l'accompagnement se traduit généralement par un face-à-face dans un bureau entre un conseiller et une personne. Un caractère prescriptif et directif s'installe dans la relation d'accompagnement. Cette démarche présuppose qu'il y ait un chemin tout tracé à suivre. Une orientation aujourd'hui fortement questionnée.

Au contraire, dans une posture de médiation la personne, son projet et ses évolutions, ses expériences de travail sont au cœur de la solution recherchée par le conseiller.

Le conseiller, quant à lui, doit pouvoir s'appuyer sur ce que lui apporte son organisation et son environnement notamment des dispositifs intelligents et une liberté d'initiative qui vont l'aider à développer de nouvelles pratiques. C'est une dynamique, un système complexe qui doit être mis en mouvement.

Le conseiller est la pierre angulaire de cette dynamique mais sa réussite est associée à :

- un enjeu organisationnel. L'entreprise doit adapter son accueil aux types d'activités/emplois (apprentissage, contrat aidé, CDD court etc.). Les conseillers doivent préparer l'insertion dans l'emploi selon le type d'entreprise. Par ailleurs, ils doivent pouvoir s'appuyer sur une organisation favorisant l'évolution des outils et des méthodes d'accompagnement ;
- un enjeu de contexte. Un accompagnement distinct selon le territoire et la nature des entreprises doit être mis en place, ainsi que des relations avec d'autres organisations pour créer ou stimuler un écosystème d'acteurs, publics comme privés, à l'échelle d'un territoire.

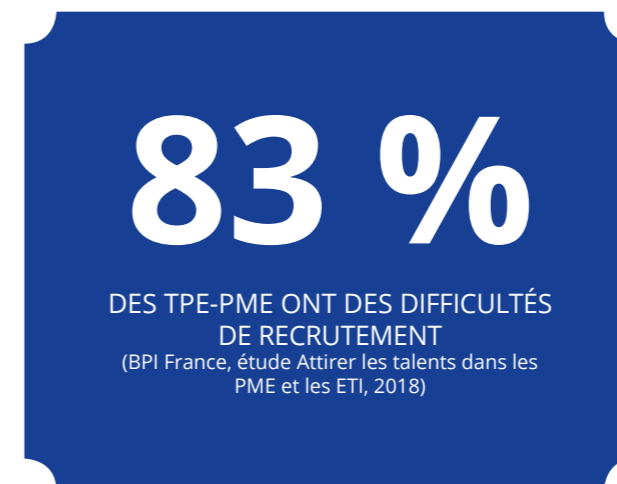
Cette démarche induit un changement de culture des opérateurs de l'emploi et de l'insertion et de leur structure.

LA RELATION GAGNANT-GAGNANT, UN FACILITATEUR POUR OPTIMISER L'EMPLOYEURABILITÉ

Alors que des pratiques ou des fiches métier existent, on observe :

- une rédaction lacunaire des offres mentionnant essentiellement les exigences de diplômes ou expériences requises et assez peu la réalité du travail,
- des entretiens d'embauche déséquilibrés, plutôt en bureau qu'en situation réelle, construits sur le passé plutôt que sur l'avenir.

La résolution de l'équation offre/demande se construit avec succès autour de rencontres et de mises en situation de travail, notamment pour les publics en insertion.



La médiation avec une entreprise est une relation construite dans la durée et régulièrement suivie. On parle besoins, fonctionnement, dynamique de production, partenaires, perspectives de développement etc.

Elle est une relation de confiance qui peut aboutir à une évolution des habitudes de recrutement et d'intégration : un partenariat gagnant-gagnant.

DES PARTENARIATS INNOVANTS, LA JOINT-VENTURE SOCIALE (JVS), UN DISPOSITIF GAGNANT-GAGNANT

Les conditions réelles de travail mettent les salariés en insertion au contact des autres collaborateurs. Ils sont à la fois mieux intégrés à l'activité et amènent un changement de regard sur eux.

Pour que la démarche fonctionne, les opérateurs de l'insertion doivent agir dans l'entreprise pour la transformer à tous les niveaux, du top management aux

managers opérationnels, en passant par les équipes RH. Un travail d'accompagnement est constant pour lever les idées reçues vis-à-vis des personnes qui n'ont pas les standards de productivité attendus.

Pour les professionnels de l'insertion, la mise en place d'une relation de confiance avec les entreprises répond à de multiples enjeux et facilite la mise en place de nouvelles pratiques, comme sortir des parcours théoriques et intégrer un individu via ses compétences même si des freins préalables à l'emploi persistent.

« La confiance vaut de l'or »

Pour développer un autre regard des employeurs, contrecarrer l'exigence du diplôme et favoriser la mise en confiance, les opérateurs ont développé un logiciel d'évaluation des compétences comportementales et techniques acquises sur le parcours d'insertion.



Fabrique des projets. Animateur : Séverine Bressaud, Eurêka 21. Intervenants : Christophe Chevalier, Groupe Archer, Luc Dognin, association Goutte d'Or de la Mode et du Design, Blandine Hurel et Caroline Portes, Tissons la solidarité, Brigitte Ricci, Ville de Paris.



Fabrique des savoir-faire

PROJET SEVE – FÉDÉRATION DES ACTEURS DE LA SOLIDARITÉ

EXPÉRIMENTATION DE MÉDIATION ACTIVE COFINANCÉE PAR LE FSE

Ambition : Construire, par la médiation active des SIAE (structure d'insertion à l'activité économique), une réelle offre de service et des relations pérennes avec les entreprises.

Projet : Mené auprès de 16 SIAE, l'objectif est de multiplier les contacts entreprises, déceler les besoins, tester des mises en situation professionnelle pour faciliter in fine l'accès à des emplois stables. Ce dispositif est encadré par :

- **une formation en développement** de tous les acteurs des SIAE pour les positionner d'égal à égal avec leurs interlocuteurs en entreprise.
- **une animation territoriale** auprès des institutionnels, des acteurs de la formation professionnelle et des entreprises pour faciliter le tissu relationnel et la résolution de difficultés (contacts, événements de sensibilisation etc).
- **un financement** des SIAE pour la mise en place de cette nouvelle pratique (formation) pendant un an.

Enjeu : Amplifier au sein des SIAE une culture d'entreprise. ///

JULIEN TESSIER, LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

« Notre but est de repérer des jeunes motivés, sans pré-requis sur le CV. Souvent des jeunes sans diplôme ni expérience mais pas sans compétences informelles : par exemple, certains ont été coachs dans un club sportif, d'autres ont porté assistance à leur famille [...]. Un dispositif nommé Open badge permet d'apporter à ces jeunes un premier niveau de reconnaissance et de valorisation des compétences, autres que professionnelles. L'Open badge permet d'amorcer une confiance en soi. »

COMMENT FAIRE POUR QUE CE DISPOSITIF SOIT MIEUX RECONNU, EN PARTICULIER DES ENTREPRISES ?

« Plus un grand nombre d'acteurs les utilisent, mieux les Open badges seront reconnus. Ils sont validés par le réseau « Reconnaître », branche française de Recognition Alliance. Nous travaillons justement à mieux faire connaître ce dispositif dans nos réseaux et sur les territoires. Il existe par exemple le dispositif « Badgeons le Centre Val de Loire » ou « Badgeons la Normandie » et des réunions d'informations sont régulièrement organisées. » ///

MAËLLE GILLOT, MISSION LOCALE DE CORNOUAILLE

« Nous proposons une immersion via les périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP), l'idée étant de mettre les jeunes en action, dans le milieu de l'entreprise, par des visites, pour découvrir le monde et les postes de travail, ce qui leur permet également de se mettre en valeur sans montrer de CV aux employeurs » ///

MUSCLER LA FONCTION EMPLOYEUR POUR PERMETTRE DES CONTEXTES MOINS SÉLECTIFS ET PLUS INTÉGRANTS

En écho à Emmanuelle Marchal (CNRS), Transfer IOD est convaincu qu'« il n'y a pas que des publics éloignés du marché du travail, il y a surtout des entreprises éloignées du marché du travail. » Depuis près de 30 ans, Transfer IOD, persuadé que les compétences se construisent en situation et selon le contexte d'emploi, s'applique à la recherche de contextes moins sélectifs et plus intégrants, à savoir concrètement :

- réinterroger les besoins de l'entreprise. En évaluant la réalité du travail et en prenant en référence le parcours des collaborateurs qui donnent satisfaction, les entreprises relativisent généralement leurs exigences ;
- accompagner l'employeur en l'aidant à répondre à ses préoccupations organisationnelles et managériales (intégration, fidélisation) pour l'amener à faire évoluer ses méthodes (entretiens en situation de travail, formation à l'intégration, prise en compte des « soft skills » / compétences comportementales.) ///

GROUPE ARES - 13 STRUCTURES TREMLIN – CO-CRÉATEUR DE JOINT-VENTURE SOCIALES TELLES LOG'INS OU LIVA

Au-delà de mieux travailler le contexte de rencontres et de créer des passerelles efficaces en fin de parcours, la démarche a été d'aller plus loin. Pour une bonne intégration, le besoin de se professionnaliser et de développer des conditions réelles de travail est crucial pour garantir l'employabilité, d'où l'idée de s'associer avec une entreprise commerciale, dans un secteur avec de forts enjeux de recrutement.

Cette union sous forme de joint-venture sociale (JVS) conjugue l'expertise sociale, le recrutement et l'accompagnement par l'insertion économique apportés par ARES, avec l'expertise technique de gestion d'un entrepôt, des services informatiques, métiers délivrés par l'entreprise. Cette formule, qui parle au monde de l'entreprise, impose un réel engagement à long terme, car l'entreprise investit, signe un pacte d'associés, s'engage juridiquement sur un projet commun. ///

EN BELGIQUE, CE QUI COMPTE, C'EST LA CONFIANCE ET L'ACCOMPAGNEMENT

On ne peut pas tout formaliser. La mise en réseau compte et le bouche-à-oreille reste un élément fondamental de la dynamique de l'emploi et de l'insertion. Les interlocuteurs prioritaires en entreprise ont été bien identifiés, ce sont ceux qui recrutent et managent, le middle management. Les Flandres attestent d'une situation identique et de la nécessité de connecter chômeurs, entrepreneurs et acteurs de l'entreprise. En Belgique, ils insistent également sur l'association des syndicats à la bonne intégration du salarié. L'enjeu est triple : Find (trouver les exclus), Mind (les motiver), Bind (les engager dans leur parcours d'insertion). Pour garantir la motivation et l'engagement des jeunes dans un parcours d'insertion, le service de l'emploi propose des découvertes de plusieurs univers métiers (7 à 10 jours) pour coconstruire un parcours avec le bénéficiaire. Consolider les envies du bénéficiaire avec les exigences des entrepreneurs est primordial. La relation gagnant-gagnant est une condition de succès.



les trophées 2019



LES 12 LAURÉATS DES TROPHÉES DES INITIATIVES FSE 2019 AVEC LES MEMBRES DU JURY



LES ÉQUIPES DES 12 PROJETS RÉCOMPENSÉS AVEC LES MEMBRES DU JURY.

CATÉGORIE COMPÉTENCES

- **Construit-toit**, Le Relais 94
- **Développement de l'employabilité des jeunes sur les métiers de la couture et de la mode**, Maison de l'emploi et de la formation Santerre Haute Somme
- **Expert-métier**, Association ouvrière des compagnons du devoir et du tour de France

CATÉGORIE TERRITOIRE

- **Cellule @tout Charente Emploi**, Conseil départemental de la Charente
- **Les moissons de l'emploi**, Maison de l'emploi et de la Formation d'Auxerre
- **Pass' Palas**, Union Nationale des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (UNCCAS)

CATÉGORIE MOBILITÉS

- **Industri'elles**, Plan local pour l'insertion et l'emploi du pays de Brest
- **Mobijob**, Maison de l'information et de la formation pour l'emploi du territoire de Belfort
- **Renforcer l'employabilité par la mobilité en Europe**, Association de gestion des fonds européens

CATÉGORIE INNOVATION SOCIALE

- **Bancs d'Essai**, PEP du centre de la Bourgogne Franche Comté à Dijon
- **ICEO**, Sato Relais
- **Loustic services**, Communauté de communes de Haute Cornouaille

les trophées

RETOUR SUR LES LAURÉATS 2017



DIGITAL TPE • MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DU PAYS DE BREST

TROPHÉE D'OR 2017 « COMPÉTENCES NUMÉRIQUES » AVEC FANNY LEGRAND, CHARGÉE DE MISSION

///// Que vous a apporté votre trophée ?

Une publicité positive et de la légitimité. Cette reconnaissance est venue prouver que l'idée est bonne et qu'il y a matière à continuer. Un projet qui a une valeur appréciée à Paris, cela apporte une forme de caution ! Si l'impact auprès des entreprises est toujours difficile à jauger, nous savons que ce trophée a parlé à nos partenaires institutionnels. Grâce à la vidéo de présentation et au logo « médaille d'or », nous avons aussi pu communiquer sur le projet de façon large et décomplexée !

///// Où en est le projet ?

En 2017, nous étions en pleine expérimentation. En 2019, nous poursuivons sur la même lancée, avec un essaimage qui débute. Nous avons rencontré plusieurs centaines d'entreprises au total et sommes désormais référencés sur la plateforme France Num. Nous avons signé des conventions de partenariat avec le Grand Nancy et Midi Quercy et participons à un groupe de travail sur le numérique avec le réseau national des PLIE et des maisons de l'emploi : « Alliance Villes Emploi ». Nous avons également participé à la consultation nationale « Mission Société Numérique » pour l'inclusion numérique en organisant un atelier de travail sur le territoire.

POUR DÉCOUVRIR LE PROJET

<http://mefpbrest.fr/fr/accompagner-la-transition-numerique-digital-tpe>

////////////////////////////////////

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE, PASSEZ À L'ACTION ! • SCIC FETE (FEMMES ÉGALITÉ EMPLOI)

TROPHÉE D'ARGENT 2017 « DIVERSITÉ » AVEC CÉCILE RUFFIN, COORDINATRICE PROJET

///// Quels souvenirs gardez-vous de cette expérience des trophées ?

Cela a été une très belle expérience ! Quel défi de réaliser une vidéo et de se présenter sur scène en une minute ! Nous nous sentions des petites poucettes face à certains projets portés par des structures nationales. Nous avons eu de très beaux retours le soir des trophées sur notre présentation originale. C'était valorisant pour nous, mais aussi pour toute l'équipe qui s'est sentie reconnue dans son travail, et pour tous nos partenaires et cofinanceurs en régions.

///// Où en est le projet ?

Même s'il n'en avait pas besoin, le projet a gagné en crédibilité. Les délégué(e)s syndicaux que nous formons ne tombent pas du ciel ; la vidéo réalisée pour les trophées nous sert donc d'outil de prospection. Depuis 2019, l'équipe s'est renforcée et nous continuons notre progression avec environ 100 entreprises accompagnées par an. La Région des Hauts-de-France qui, en 2017, était la petite dernière des trois régions que nous couvrons marche très bien aujourd'hui. Nous observons une vraie montée en compétences de nos interlocuteurs et interlocutrices. Chez FETE, nous sommes « toujours jamais contentes » et nous continuons de vouloir plus d'engagements encore en faveur de l'égalité. Nous comptons pour cela sur de nouveaux outils inspirés des trophées FSE : de courtes vidéos qui font témoigner des délégués syndicaux (ales) et DRH accompagné(e)s par FETE.

POUR DÉCOUVRIR LE PROJET

<http://www.fete-egalite.org/>

////////////////////////////////////

REIMS SANS FRONTIÈRE • MISSION LOCALE POUR LA JEUNESSE DE REIMS

TROPHÉE D'OR 2017 « JEUNES ADULTES » AVEC CHRISTINE BÉGUINOT, DIRECTRICE MISSION LOCALE DE LA JEUNESSE DE REIMS

///// Quels souvenirs gardez-vous de cette expérience des trophées ?

Nous sommes revenus dopés d'avoir découvert toutes sortes d'innovations, partout en France, dans d'autres domaines ou bien dans le nôtre mais avec une vision différente ou nouvelle. Cela donne une envie formidable ! Ce n'est pas le seul effet bénéfique de ces trophées. Ils ont contribué à crédibiliser notre démarche auprès de nos partenaires qui, notre innovation validée, ne peuvent plus nous ignorer ! Ils ont aussi donné envie aux professionnels de continuer à améliorer leur travail.

///// Où en est le projet ?

Nous recevons beaucoup d'appels de collègues de missions locales qui se sentent désormais légitimes pour travailler sur le sujet des migrants. Des duplicatas de l'initiative voient le jour, à Mulhouse, Epernay, Châlons, Rennes, dans les Ardennes. Nous ne sommes pas loin de pouvoir créer un vrai réseau de référents migrants. Le trophée nous a à la fois apporté une voix, un poids et un élan. Lauréats, nous serions heureux désormais de devenir un territoire d'application d'autres initiatives présentes aux trophées FSE, dans l'objectif de rester dans la boucle sans être porteur soi-même d'une innovation.

POUR DÉCOUVRIR LE PROJET

<https://fr-fr.facebook.com/missionlocale.dereims>

////////////////////////////////////

MADE IN GÉVAUDAN • LES ATELIERS DE LA BRUYÈRE

TROPHÉE D'ARGENT 2017 « COMPÉTENCES NUMÉRIQUES » AVEC PASCAL LAFONT, DIRECTEUR DES ATELIERS DE LA BRUYÈRE

///// Que vous a apporté votre trophée ?

Être reconnu à Paris, cela apporte une caution. Nous ne pouvons pas quantifier précisément l'impact sur notre clientèle mais nous savons que cela en a eu un sur notre interlocuteur en charge du FSE au département. Nous avons aussi été contactés par différents médias tels que RMC ou TF1. Les trophées ont joué en notre faveur. Ils font naître des « Ah oui quand même ! » qui nous crédibilisent.

///// Où en est le projet ?

Nous sommes dans une phase jeune et il nous faut encore consolider notre business plan. Des entreprises sont sorties du projet, d'autres y sont rentrées. Il y a du mouvement et de la progression. Nous avons exposé cette année au Salon de l'agriculture à Paris, mais nous avons encore à travailler sur le sujet de la visibilité et la communication où nous péchons. Une coopération pertinente entre les différents adhérents est à penser.

POUR DÉCOUVRIR LE PROJET

<http://lesateliersdelabruyere.fr/>

////////////////////////////////////

SCRIPT MÉTIERS DU NUMÉRIQUE • FAF-TT

TROPHÉE D'ARGENT 2017 « COMPÉTENCES NUMÉRIQUES » AVEC HILDEGARD MBIANDA, CHARGÉE DE MISSION INGÉNIERIE, GPEC TERRITORIAL DE LA FAF-TT

///// Que vous a apporté votre trophée ?

L'objectif de notre participation était de communiquer, à l'instant T, sur le travail mené par le FAF-TT car on n'attend pas nécessairement les entreprises du travail temporaire sur le terrain du numérique. Nous avons à cœur de profiter de cette vitrine pour montrer ce que nous pouvons faire en la matière. Au-delà de ce temps précis de l'événement, nous avons peu communiqué et peu capitalisé sur notre récompense. C'est à améliorer à l'avenir !

///// Où en est le projet ?

Nous avons monté en 2018 un parcours de formation modulaire qui a été suivi par 9 personnes, dont 3 femmes, issues d'un parcours d'insertion. Après leurs 700 heures de formation, chacun des participants a obtenu une certification, c'est-à-dire un titre professionnel de technicien assistance informatique. Ce projet est pour nous une réussite à plusieurs égards : la mixité du groupe, les horizons variés des personnes formées, l'obtention de la certification pour 100 % des effectifs et une insertion professionnelle (CDI, missions d'intérim, formation complémentaire) qu'il nous reste à suivre. L'enjeu désormais est que d'autres entreprises du travail temporaire s'emparent de l'ingénierie que nous avons développée. Nous savons que les besoins sont importants et nous avons désormais la preuve de l'intérêt de cette formation.

POUR DÉCOUVRIR LE PROJET

https://www.faftt.fr/site/j_6/fr/accueil

////////////////////////////////////

VILLAGE DES INITIATIVES FSE : UN VIVIER DE BONNES PRATIQUES ET DES PISTES POUR L'AVENIR

Le Village des initiatives, à travers ses « fabriques », a permis des échanges fructueux sur des pratiques qui ont démontré leurs intérêts et sur l'identification par les acteurs des freins à l'insertion des publics sur le marché du travail. Ces échanges ont permis de dégager des pistes de réflexion qui pourront nourrir les orientations pour le FSE + 2021-2027. Des principes pour l'action et des pistes pour alimenter l'avenir qui se répartissent entre trois idées centrales : Décloisonner et articuler, partager et mutualiser, adapter et développer des pratiques numériques.



PAROLES DE PARTICIPANTS

Le Village des initiatives FSE, un incubateur d'idées pour enrichir le FSE+

DÉCLOISONNER ET ARTICULER

Enjeux

- Renforcer l'adaptation des actions aux spécificités des territoires.
- Faire cohabiter une personnalisation de l'accompagnement et une volonté de coordination pour construire un parcours.
- Donner une visibilité pour consolider ou pérenniser des actions à moyen et long termes et augmenter le nombre de personnes prises en charge.
- Identifier les situations à risque et construire les passerelles pour éviter les ruptures d'accompagnement et de prise en charge.

Le FSE comme levier pour l'action

- Impliquer les usagers dans la conception des dispositifs et des parcours.
- Développer « l'employeur-abilité » des employeurs et leur capacité à proposer et à maintenir des emplois inclusifs et de qualité.
- Renforcer le rôle d'intermédiation des acteurs de l'insertion entre employeurs et personnes en insertion.
- Rentrer dans une logique d'investissement dans la personne.

PARTAGER ET MUTUALISER

Enjeux

- Mettre en commun les solutions et les outils au sein d'espaces de dialogue.
- Favoriser le droit à l'expérimentation, le changement d'échelle, l'essai-mage dans et entre les territoires.
- Favoriser le regroupement de compétences au sein d'entités pour mutualiser des moyens et accroître l'efficacité collective.
- Expérimenter un « passeport Parcours insertion emploi formation ».
- Évaluer et rendre visible l'impact des actions.

Le FSE comme levier pour l'action

- Faciliter la lisibilité de l'offre de solutions et l'accès pour les personnes en insertion.
- Développer des dynamiques de partenariats publics/privés.
- Mobiliser le FSE pour renforcer les capacités d'ingénierie.
- Rendre accessible le FSE par une communication plus large.

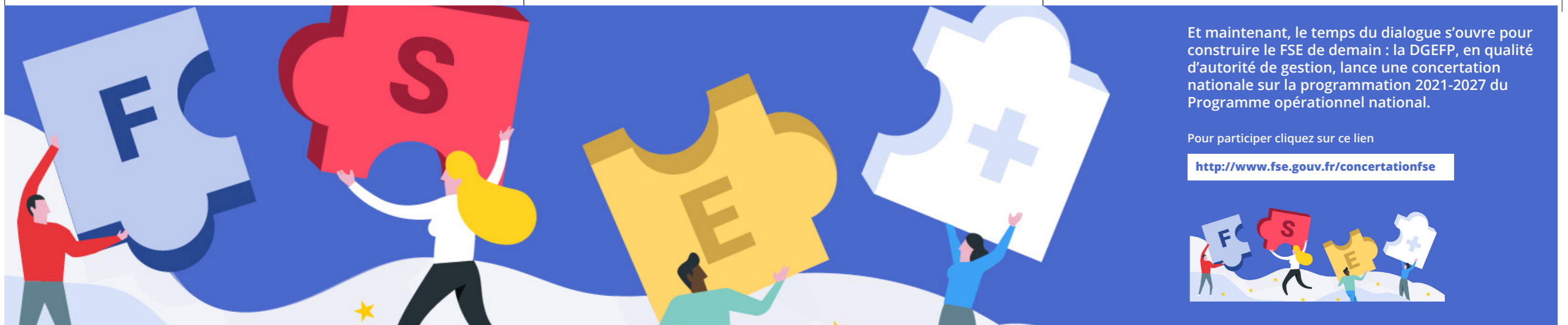
ADAPTER ET DÉVELOPPER DES PRATIQUES NUMÉRIQUES

Enjeux

- Connecter les systèmes d'information pour qu'ils soient interopérables.
- Mettre en place des pratiques de médiation numérique dans chaque territoire.
- Développer des formations adaptées sur les savoirs numériques et en faciliter l'accès.
- Amplifier le déploiement des modalités de mesure des capacités numériques.

Le FSE comme levier pour l'action

- Créer des plateformes numériques pour l'accès aux droits et aux services avec identifiant unique des utilisateurs.
- Assurer la prise en compte du numérique dans les formations et formuler des contenus numériques en termes professionnels.
- Impliquer les employeurs/branches professionnelles sur la question des savoirs de base à vocation d'employabilité.



FINAL, RETOUR EN HUMOUR SUR DEUX JOURNÉES D'ÉCHANGE

Néophytes de l'univers du FSE, Vincent le comédien et Gabs le dessinateur ont partagé leurs impressions sur le FSE ...



Comme l'a dit Vincent : « Au Village des initiatives FSE, on fabrique : des idées, des projets, des savoir-faire. Mais aussi, on se distingue par sa capacité des sigles emberlificoteurs. Au F.S.E ! comme IEJ, ESS, SIAE, DGEFP... ».

En tant qu'artiste, tous les deux ont apprécié la diversité et la technicité des idées et leur sonorité : employeurabilité, pénibilité, précarité, transférabilité, mesurabilité... On y vient pour y chercher du concret, des bonnes pratiques. Pas de long discours !

Ce village a été une expérience riche en rencontres et a permis à chacun de repartir avec des réassurances sur ses pratiques professionnelles ou de nouvelles références pour continuer à agir.

Conclusion de cette édition retenue par nos deux observateurs, qui résonne tel le tube du FSE « On va essaimer ! » et cela, « dans un bassin ou dans un vieux quartier, dans les campagnes ou les zones sinistrées. On va essaimer ! »



PORTEUR de DOSSIER
S'ATTELANT à LA TÂCHE.



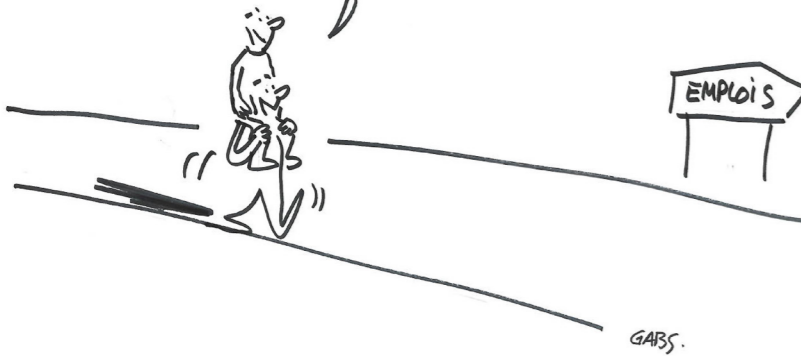
Atelier Soubir. Faire

Y'A UN CONSENSUS
QUI FAIT DÉBAT!

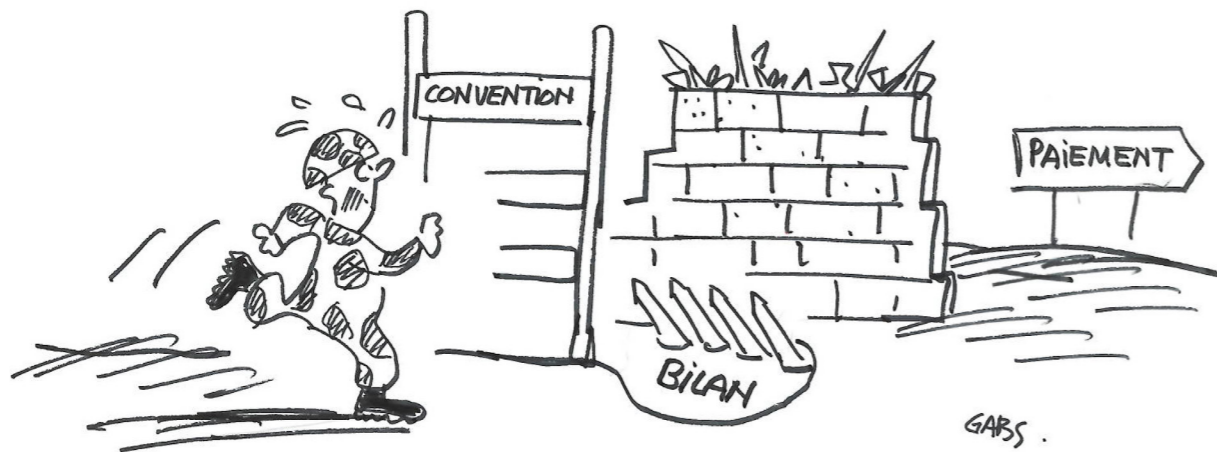


FSE: ACCOMPAGNER LES GENS ÉLOIGNÉS de L'EMPLOI

C'EST LOIN, MAIS
ON PEUT Y ARRIVER!



PARCOURS du FSE



PORTFOLIO



Fabrique des projets. Animateur : Bernard Bensoussan, Voix Publiques. Intervenants : Clémentine Chaniol, PTCE « Dynamique Emploi dans les Quartiers », Samira Djouadi, fondation TF1, Agence Nouvelle Cour, Marie Morellet, et Aurélie Hoog, Mozaik Campus, Hélène Vandebilcke, Coopaname



Fabrique des projets. Animateur : Bernard Bensoussan, Voix Publiques, Intervenants : Christophe Collinet, Direction générale de Pôle emploi, Olivier Febvre, Aurore, Elisa Lewis, entreprise à but d'emploi (EBE) XIII Avenir (Paris), Denis Prost, l'EBE, TEZEA (Pipriac/Saint-Ganton).



Fabrique des projets
Animateur :
Assad Ferguene, Amnyos,
Intervenants :
Anne Delhomme, Wimoov,
Sandra Elbé, Le Relais 94,
Pierre-Jean Petit, Aurore,
Daphnée Winnepenninckx, ASBL,
chantier d'insertion (Belgique)

Plénière
Frédéric Bierry, Président du
Conseil départemental du Bas-Rhin,
Vanessa Charbonneau,
Vice-Présidente du Conseil régional
Pays de la Loire,
Valérie Hayer, Vice-présidente,
Conseil départemental de la
Mayenne,
Guillaume Houzel, Directeur des
programmes, Haut-commissariat
aux compétences et à l'inclusion par
l'emploi,
Vincent Reymond, Secrétaire
général, Délégation
interministérielle à la prévention
et à la lutte contre la pauvreté des
enfants et des jeunes,
Emelyn Weber, Présidente de la
Délégation aux droits des femmes
et à l'égalité, Conseil économique
social et environnemental



« Le FSE est le levier de l'Union européenne pour nous aider collectivement à répondre à nos enjeux d'emploi, de compétences et d'inclusion »
Carine CHEVRIER

« La communauté du FSE est forte, mue par son envie d'avancer vers toujours plus d'efficacité et une meilleure réponse aux enjeux sociaux »
Jules NYSSSEN

« L'amélioration des conditions de vie et de travail des européens représente un engagement constant de la Commission européenne »
Jordi Curell Gotor

Ouverture du Village des initiatives FSE 2019

Jordi Curell Gotor, directeur, direction « mobilité des travailleurs », DG emploi, affaires sociales et inclusion, Commission européenne,
Jules Nyssen, délégué général de Régions de France,
Carine Chevrier, déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle jusqu'au 10 avril 2019, ministère du Travail



AU PROCHAIN VILLAGE!



REMERCIEMENTS

Cette publication est le fruit de la synergie et du partage des savoir-faire des participants réunis lors de cette 5^e édition du Village des initiatives FSE, organisée par la délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP).

Par leur présence, leur expérience et leur participation aux échanges, 1 200 participants ont contribué à renforcer l'action et la portée du Fonds social européen en France. Merci à tous les intervenants pour leur investissement et leur mobilisation pour renforcer notre capacité d'agir ensemble.

SECRETARIAT DE RÉDACTION

Ingrid Briot, Nathalie David, Muriel Robillard,
Catherine Pialat, Natty Sauvet,
DGEFP, ministère du Travail

RÉDACTRICES

Aurélie Jeannin (La Petite Maison à Plumes)
et Séverine Sol Devy

CRÉATION GRAPHIQUE

Gens d'Événement



La communication FSE est cofinancée par le Fonds social européen dans le cadre du PON « Emploi et Inclusion en Métropole » 2014-2020.

